

# Alain Juppé ou la défense des inégalités

Christian Chavagneux

*Alternatives Economiques* n° 358 - juin 2016

Si l'on en croit les résultats des sondages, l'ancien Premier ministre Alain Juppé semble avoir de bonnes chances de jouer un rôle important lors des primaires de la droite en novembre prochain, et donc au moment de l'élection présidentielle de 2017. Face au mécontentement suscité par le gouvernement actuel, quelle alternative de politique économique propose-t-il ? On en a une idée précise grâce à la publication récente d'un livre où le candidat affiche la couleur (*Cinq ans pour l'emploi*, Jean-Claude Lattès).

Côté secteur privé, à tous les mécontents de la loi El Khomri, Alain Juppé répond qu'elle est trop molle. Lui président, le contrat à durée indéterminée (CDI) est conservé, mais les motifs de rupture en seront prédéterminés à l'avance et, en cas de conflit, les indemnités prud'homales seront plafonnées. Le référendum d'entreprise sera généralisé et rendu possible dès que le chef d'entreprise et un seul syndicat représentatif en seront d'accord.

## Comme un air de déjà entendu

Les obligations sociales liées aux seuils de passage à un nombre supérieur de salariés seront gelées pendant cinq ans. Et comme il faut que nos jeunes se rapprochent des entreprises, on fera venir leurs représentants dans les classes dès la cinquième.

Côté secteur public, les dépenses seront réduites à 50 % du produit intérieur brut (PIB), contre 57 % aujourd'hui, une énorme ponction sur la demande intérieure. Comme "*l'Etat ne sait pas être un bon actionnaire*", les privatisations seront à l'ordre du jour. Côté *business* on se frotte déjà les mains. Les effectifs de la fonction publique seront réduits de 200 000 à 250 000 personnes. Deux politiques d'investissements publics conservent toutefois la priorité : le numérique et les énergies renouvelables (mais il ne dit rien sur la place du nucléaire).

## Le nirvana pour les riches

Mais le plus important dans les propositions économiques d'Alain Juppé tient à la société qu'elles dessinent. Pour ceux qui vivent de leur salaire, le message est clair : il faudra travailler plus. La durée légale de 35 heures sera supprimée grâce à un passage possible pour toutes les entreprises qui le souhaitent à 39 heures. Il faudra également accepter de travailler le dimanche. Et plus vieux, avec un report de l'âge de la retraite. Les fonctionnaires devront aussi travailler plus longtemps. Pour le candidat aux primaires de la droite, le progrès, c'est travailler plus pour gagner plus. A moins que l'objectif soit purement financier : faire rentrer de l'argent dans les caisses de la Sécu pour compenser les allègements de cotisation promis par ailleurs.

A l'inverse, pour les détenteurs de capital et de hauts revenus, c'est la promesse du nirvana. Avec une réduction des impôts sur les revenus du capital et la suppression de l'impôt sur la fortune. L'impôt sur les sociétés sera ramené progressivement vers 22 %. Le quotient familial sera relevé de manière importante, ce qui permettra là encore aux plus aisés de réduire leurs impôts.

Alain Juppé ne touche pas au salaire minimum et à la retraite par répartition. C'est déjà ça. Mais il ne dit rien sur les salaires exubérants de certains patrons ou sur la lutte contre les paradis fiscaux, la fraude et l'évasion fiscales. Ah si : il demandera à l'Urssaf et au fisc d'être moins sévères sur les contrôles...

Bref, un discours libéral traditionnel sur le plus de marché et le moins d'Etat. Et surtout, la perspective d'une société encore plus inégalitaire, où les salariés devront passer plus de temps à travailler et où les riches pourront mieux profiter de leurs rentes.

Christian Chavagneux

*Alternatives Economiques* n° 358 - juin 2016